COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
16 au 22 juillet 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Efficacité énergetique.....3

Quatre ingénieurs de SONELEC à Maurice

1.2 Catastrophe naturelle.....4

-Caudan : « Test géotechnique obligatoire pour les terrains à risque », soutient Nando Bodha

- Nando Bodha : « Le pays connaît un développement infrastructurel majeur et est très vulnérable aux phénomènes météorologiques »

- L'étude géotechnique est obligatoire avant la réalisation des projets infrastructurels

1.3 Sécurité maritime.....10

-Departure of EU naval force risky for coast, report warns

1.4 Sécurité alimentaire.....14

-Les acteurs sensibilisés sur le programme régional de sécurité Alimentaire

- Accelerating progress on Food Security and Nutrition in Small Island Developing States

II Centres d'intérêts

2.1 Filière numérique de l'Océan Indien.....18

-Une délégation de l'océan Indien sur le numérique en visite au Kenya

2.2 Agriculture.....21

- FIA 2019 : la troisième édition confirmée

2.3 Tourime.....22

-Maurice sauve la mise pour la basse saison

La Gazette des Comores

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/QuarkXPress%203433.pdf

FORMATION DES INGÉNIEURS DE LA SONELEC SUR LE FIOUL LOURD

Quatre ingénieurs de la SONELEC à Maurice

Quatre ingénieurs de la Société Nationale d'Electricité des Comores sont en Maurice pour une formation de quatre mois sur le fuel lourd. Elle permettra à ces derniers de se perfectionner à la mise en service et la maintenance de la centrale thermique, et notamment la planification de la demande, le ravitaillement de la centrale en fioul lourd, le dépotage des hydrocarbures, le dépannage etc…

Une équipe de la Société Nationale d'Electricité des Comores (SONELEC) est actuellement à Maurice pour une formation de quatre mois sur le fuel lourd. Cette dernière sera dispensée par le Central Electricity Board (CEB), la société nationale d'électricité de Maurice. Menée par Salim Ben Ali, cette équipe est composée de quatre électriciens et techniciens de la SONELEC. Il s'agit de Saadi Radjabou, Fayadh Omar Awadi, Ali Saandi Said et Mousa Djoumoi Fahardine et cette formation a été organisée dans le cadre du projet de centrale thermique au fioul lourd de 18MW à Voidjou.

« Elle permettra aux électriciens et techniciens comoriens d'échanger avec leurs homologues mauriciens sur des questions importantes relatives à la mise en service et la maintenance de la centrale thermique, et notamment la planification de la demande, le ravitaillement de la centrale en fioul lourd, le dépotage des hydrocarbures, le dépannage, etc », montre Nicholas Rainer, le chargé de communication du programme COI énergie, avant de préciser que « la formation sera dispensée gratuitement par le CEB qui possède une longue expérience dans la production et la distribution d'électricité ». L'équipe de la SONELEC fut accueillie hier matin par le directeur par intérim du CEB, Shamshir Mukoon. Selon lui, cette formation sera « une opportunité pour les techniciens et électriciens comoriens de voir ce que nous faisons à Maurice ».

Samedi dernier, juste avant leur départ, le directeur général de SONELEC avait organisé une petite cérémonie à leur départ et a montré qu'il s'agit d'une assistance technique née via la Commission de l'Océan Indien (COI) pour une collaboration avec la société mauricienne dans la mesure où le pays est sur le point de se doter d'une centrale à fuel lourd. « Heureusement, la CEB de Maurice a accepté d'accueillir ces quatre agents pour un entretien meilleur de notre nouvelle centrale pour le pays. Bien que le contrat exige l'intervention des ingénieurs indiens dans ladite centrale, nos agents doivent avoir les capacités et compétences requises pour assurer ces nouvelles missions », indique Abdou Saïd Mdahoma, le directeur général de SONELEC.



Agent de sonelec en formation à Maurice

Après la formation, ces agents s'engagent, à travers un protocole d'accord, à reprendre leurs fonctions respectives dès la fin de cette formation pour répondre aux besoins de la société nationale de production de l'électricité pendant cinq ans au moins après cette formation. « Ces agents vont profiter de cette occasion pour faire un recyclage sur les techniques de révisions des groupes thermiques installés dans les centrales de Voidjou et d'Itsambuni, poursuit-il. Nous aurons certes une centrale à fuel lourd et des centrales solaires, mais nous aurons besoin de nos actuelles centrales de gasoil pour épauler la nouvelle. Donc, il est nécessaire de recycler nos agents ».

Pour rappel, l'électricité aux Comores est actuellement générée par des groupes électrogènes fonctionnant au gazole. Cette collaboration a été rendue possible par le Club des électriciens du programme ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien et financée par l'Union européenne, qui se veut être une plate-forme d'échanges d'expérience et d'expertise entre les sociétés d'électricité de la région.

Mohamed Youssouf

lemauricien

Catastrophe naturelle

18 juillet 2019

https://www.lemauricien.com/article/caudan-test-geotechnique-obligatoire-pour-

Caudan : « Test géotechnique obligatoire pour les terrains à risque », soutient Nando Bodha



Construire sur des terrains à risque ne sera plus autorisé à l'avenir sans des tests géotechniques. C'est ce qu'a annoncé mardi, à l'hôtel Labourdonnais, au Caudan Waterfront, le ministre des Infrastructures publiques, Nando Bodha, dans le cadre de l'ouverture d'un séminaire sur le thème "Strengthening The Regional Disaster Risk Reduction Capacity" organisé par son ministère en collaboration avec la Japan International Cooperation Agency (JICA) et l'Indian Ocean Commission (IOC). Maurice, a-t-il dit, « est un petit pays où la superficie des terres disponibles pour de gros travaux d'infrastructure est très minime ».

Et de pour suivre : « C'est pour cela que j'insiste sur le fait qu'il faudrait effectuer des tests géotechniques systématiquement pour de gros projets d'infrastructure avant de faire le design. À ce jour, on fait tout simplement deux ou tests avant de lancer un exercice d'appel d'offres. Par la suite, c'est le constructeur qui est appelé à faire tous les tests géotechniques. Maintenant, on change de tactique. Il va falloir effectuer des tests approfondis pour maîtriser la qualité du sol avant de faire le design et ensuite lancer l'exercice d'appel d'offres », a déclaré Nando Bodha.

Le ministère des Infrastructures publiques, selon ce dernier, a déjà mis sur pied une unité géotechnique avec l'aide d'experts japonais. « Nous irons bientôt de l'avant avec des règlements pour rendre obligatoires des tests géotechniques avant tout exercice d'appel d'offres pour de gros projets d'infrastructures », a déclaré le ministre. Il a remercié les experts de la JICA pour s'être assurés que le terrain de La Butte « est stable » et pouvait accueillir des pilotis pour le métro.

« À Maurice, on ne dispose pas d'expertise en matière géotechnique depuis des années. Avec l'aide de la JICA, nous avons pu mettre sur pied une unité géotechnique. Auparavant, il fallait envoyer des échantillons de terre à l'étranger pour examiner la qualité du sol », a déclaré le ministre. Il a aussi signifié son intention d'établir des protocoles pour les glissements de terrains et les "flashs floods". Le ministre a aussi demandé aux participants à ce séminaire de formuler des recommandations dans ce sens.

Selon la COI, l'océan Indien est la troisième région la plus exposée du monde en matière de cataclysmes naturels. Depuis 1980, ils ont coûté des milliards aux Comores, Madagascar, Maurice, Zanzibar ainsi que d'autres pays de la région. Pour sa part, l'ambassadeur du Japon, Yoshiharu Kato, a déclaré que le Japon « continuera à apporter son soutien à Maurice » pour protéger le pays des cataclysmes naturels. Carla Osorio, représentante de l'Union européenne a, quant à lui, souligné, que les cataclysmes naturels ont tendance à augmenter dans le monde en raison des changements climatiques.

http://www.mauriceactu.mu/2019/07/17/nando-bodha-le-pays-connait-

Nando Bodha : « Le pays connaît un développement infrastructurel majeur et est très vulnérable aux phénomènes météorologiques »

juillet 17, 2019



Un atelier régional de trois jours sur le « *Strengthening the Disaster Risk Reduction Capacity* » s'est ouvert hier mardi 16 juillet à l'hôtel Le Labourdonnais Waterfront, à Port-Louis, en présence du ministre de l'Infrastructure publique et du Transport Nando Bodha, et l'ambassadeur du Japon, Yoshiharu Kato.

L'atelier, une initiative du ministère des Infrastructures publiques et du Transport en collaboration avec le*Japanese International Cooperation Agency* (JICA), la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Union européenne, vise à élaborer des stratégies de risque substantielles concrètes dans les aspects économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des communautés et des pays. Il sera axé sur plusieurs modules, notamment la gestion des glissements de terrain, l'observation météorologique, le système de prévision et de réchauffement météorologiques, la gestion des inondations et la plateforme régionale de gestion des catastrophes.

Dans son allocution, Nando Bodha a déclaré que le gouvernement s'efforce d'améliorer la préparation aux catastrophes pour une intervention efficace, de définir des actions prioritaires et de partager les bonnes pratiques de réduction des risques de catastrophe avec les pays de la région. « *Cet atelier permettra aux parties prenantes de mieux comprendre les tendances*

et les cadres de réduction des risques de catastrophe; les risques actuels et futurs pour les pays, grâce auxquels ces derniers pourront cartographier les menaces et les opportunités; l'impact des catastrophes et des risques climatiques; les plans d'atténuation des risques de catastrophe; et les mesures de résilience aux catastrophes et aux changements climatiques, aidant ainsi les pays de la région à être mieux préparés et à élaborer des stratégies d'atténuation appropriées », a ajouté le ministre.

Nando Bodha a aussi parlé de l'importance de l'étude géotechnique qui est fondamentale pour un petit État insulaire en développement comme l'île Maurice. Le pays connaît un développement infrastructurel majeur et est très vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les cyclones intenses et l'élévation du niveau de la mer. Il a rappelé qu'une unité géotechnique est en cours de mise en place pour assurer la sécurité et la sécurité des terres pour la mise en œuvre adéquate des projets. « *L'île Maurice est prête à devenir un petit laboratoire et un modèle pour les pays voisins en fournissant une réponse adéquate à la catastrophe de la manière la plus durable »,* a ajouté le ministre.

Pour en savoir plus :

https://mopays.com/2019/07/16/republic-of-mauritius-workshop-focuses-on-strengthening-disaster-risk-reduction-capacity/

L'étude géotechnique est obligatoire avant la réalisation des projets infrastructurels



July 18, 2019

Renforcer la capacité de la réduction des risques face aux catastrophes naturels, sur une base régionale, c'est le but d'un atelier de travail, de deux jours, organisé sur le thème — Strengthening the Regional Disaster Risk Reduction Capacity Workshop — à Maurice. C'est une initiative du ministère des Infrastructures publiques en collaboration avec la Commission de l'océan Indien et la Japan International Corporation Agency.

Le soutien des différents partenaires a été souligné lors de cet atelier. C'était également une occasion pour le ministre des Infrastructures publiques d'annoncer de nouveaux règlements par rapport au grand projet infrastructurel. « *L'unité géotechnique nou fine deja li en place avec le Dr Ishikawa du Japon. Nou pe donc forme bann Morisiens et nou pe envoie bann ingénieurs dan formation. Et puis la nou pe vine dans la regulation ki bizin fer enn proper test geotechnic pou ki nou kapave pas gagne ça bann problem ki nou ti gagné kuma ou konné finn coute nou des centaines de millions de roupies. Donc lerlà, avant tout l'appel d'offre bann nouveau projet nou pou bizin fer bann geotechnical study,* » a fait ressortir le ministre Nando Bodha.
Durant cet atelier de travail, les projets mis en avant par Maurice et la coopération des institutions partenaires pour mitiger l'impact des catastrophes naturelles seront mis en exergue. Cela afin de partager

l’expérience mauricienne et élaborer une stratégie commune pour les pays de la région. L’objectif reste et demeure la protection des vies humaines.

Departure of EU naval force risky for coast, report warns



Panama Bulk Carrier MV Heilan Journey arrives at the Port of Mombasa from Kaohsiung Port in Taiwan on July 2, 2019. FILE PHOTO | NMG

The possible withdrawal of the European Union Naval Force from the Indian Ocean waters has raised the need for other plans to ensure piracy does not rise again in the region, a new maritime report says.

A report by the Intergovernmental Standing Committee on Shipping (ISCOS) says that though piracy has been on the decline, the possibility of a withdrawal of the EU naval force that has been stationed in the Indian Ocean waters for years heralds uncertainty.

"The regional governments should be made aware of the possible withdrawal of the EU Naval force and therefore the need for contingency plans to ensure security of the maritime activity in the region," said the report.

Kenya Ships Agents Association says that the EU Naval forces have been along the Indian Ocean for the last 10 years following the attacks and hijacks of ships by the pirates.

Available data show that piracy has decreased since Kenya went to Somalia in 2011 and an EU naval force was put in place in the region. The economic cost of piracy came down to Sh140 billion ($1.4 billion) in 2017 from Sh170

billion ($1.7 billion) in the previous year. In 2010, the piracy costs stood at a high of Sh700 billion ($7 billion).

In terms of piracy surcharges on ships, the Kenya Shippers Council chief executive Juma Tellah says that shippers have been paying $25 per twenty foot equivalent unit (teus) and $50 for the 40-foot container to offset the increased cost.

In 2012, Mediterranean Shipping Company announced a new piracy surcharge on containers it transports between ports in South Africa and East Africa because "piracy activities were becoming more and more aggressive, consequently the insurance costs on the vessels to the region have become prohibitive."

It increased its piracy risk surcharge by $100 per 20-foot equivalent unit to $230 per TEU on cargo carried from and to South Africa to and from East Africa, including the ports of Dar es Salaam, Tanga, Zanzibar, Mombasa and Nacada.

Despite the decline in piracy, industry watchers say the vice has not been eliminated and that shippers should continue to be on the lookout.

The report called for continued surveillance of the regional waters aimed at curbing other maritime menace such as drug and human trafficking.

"ISCOS should follow up with the EU Naval force on the classification of risk Zones in the Indian ocean, since this classification carries cost implications to the region. Countries in the region should continue collaborating and engaging each other to share intelligence information to fight piracy and other marine crimes," said the report.

However, a shipping consult Andrew Mwangura said the issue of piracy along the ocean needs a lot of commitment from players in the sector around the world.

"Piracy is still menace and it should be addressed accordingly. Great measures must be put up by World countries to have it addressed once for all," he said.

With piracy and maritime insecurity still a big factor in the growth of maritime business, the Kenyan government has affirmed its commitment towards enhancing maritime security along the Indian Ocean.

Shipping and Maritime Affairs Principal Secretary Kenya Nancy Karigithu said in a statement that Kenya was ready to use the opportunity to make its contribution.

Kenya has only this year bagged the chairmanship for the Contact Group on Piracy Off the Coast of Somalia (CGCPS).

"We affirm our commitment on matters of maritime security, and in this regard we have now an opportunity to make our contribution to the advancement of the mandate and ideals of the CGPCS," she said.

Dr Karigithu said Kenya is much well aware of the effects of trade by maritime insecurity and vowed to make the country safer for the maritime trade to grow and thrive.

"Most importantly, Kenya has adopted the blue economy as one of the pillars of economic growth and therefore maritime security as a pillar of blue growth is of utmost importance to us," she said in the statement.

On June 20, during its 22nd plenary session, the Contact Group on Piracy Off the Coast of Somalia (CGCPS) announced that Kenya will chair the platform from January 2020 for a period of two years.

"Kenya, actively involved in the maritime domain in the Western Indian Ocean, will be the third country in the region to chair this International platform as from January 2020 for a two-year mandate after Mauritius (through IOC) and Seychelles," said part of the statement.

In the plenary session in Mauritius, Defence Cabinet Secretary (CS) Raychelle Omamo, said while there is a clear indication of the appropriation of maritime issues by riparian countries in the region, Kenya through its accession to the CGPCS chairmanship is ensuring its long-lasting legacy.

"We shall be engaged to build on this solid foundation so as to take the group to even greater heights and cement its legacy as an effective mechanism in fighting piracy," she said.

The session which was organised by the Indian Ocean Commission (IOC) together with the Republic of Mauritius (current Chair of the Contact Group in the name of the IOC), brought together more than 200 participants from over 30 States and regional and international organisations to discuss on way forward of this platform focused on piracy created following a UN Resolution in December 2008.

During the session, members vowed to continue engage efforts to combat piracy even though the session was in agreement that piracy has been contained.

"While all the CGPCS members agreed on the fact that piracy has been contained but not eradicated and that they will continue to engage efforts to combat piracy and its root causes," said the statement.

Piracy has traditional been affecting the maritime business and has been one of the most troubling issues in the maritime sector.

Maritime piracy

In May this year during a three-day meeting organised by the ISCOS in Mombasa, the issue on global fight against maritime piracy was among the many contributions that were presented with the delegates hoping that it will finally be addressed.

A report adopted by the member states during the meeting noted that the menace of maritime piracy has greatly affected the region, introducing new dimensions in maritime transport and coming with heavy costs.

"The fight against piracy including deterring measures have also brought about new ship operating costs which are ultimately passed to shippers, making imports costly and exports less competitive in international markets. This is the piracy surcharge. Although incidences of piracy had greatly declined, there was continuous need for the region to remain vigilant," said part of the report.

The report further credits The EU Navel force which it said has been instrumental in curbing cases of maritime piracy in the region.

"The EU Naval Force has worked closely with the international shipping industry in order to combat the vice of piracy. The continuity of the EU Naval Force operations is not guaranteed as there have been indications of its intended withdrew before. The region on its own does not seem to have contingency plans to secure its maritime waters," said the report.

The report further recommended that ISCOS should continue collaborating with EU Naval Force in monitoring the trends of piracy and other Maritime Crimes in the region.

La Gazette des Comores

Sécurité alimentaire

19 juillet 2019

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/QuarkXPress%203436.pdf

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les acteurs sensibilisés sur le Programme régional de sécurité alimentaire

Le mardi dernier a été tenu un atelier en vue de sensibiliser l'ensemble des acteurs susceptibles d'être impliqués dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans son allocution, le ministre de l'agriculture M. Moustadroine Abdou a rappelé que « La problématique de l'insécurité alimentaire et de malnutrition qui sévit dans les îles de l'Océan Indien, constitue un frein au développement économique et qu'il était peut-être utile ici de rappeler que dans ces îles, le riz, aliment de base de l'immense majorité de nos habitants, provient aujourd'hui d'Asie et le maïs d'Amérique latine. Et que ces importations de tous les coins de la planète, déséquilibrent nos balances commerciales, nos comptes publics et les économies familiales tout en alourdissant la facture écologique ».

Les Etats membres de la Commission de l'océan Indien (COI) dépendent encore largement des importations provenant de pays lointains pour couvrir leurs besoins alimentaires. Cette dépendance aux importations s'explique notamment par la faiblesse du commerce agricole intra-régional qui ne représente que 4% des importations et aussi des pressions pesant sur la capacité de production des Etats, notamment les effets du changement climatique. Cette situation créée des déséquilibres alimentaires et nutritionnels dans les Etats de la COI.

C'est suite à ce constat, que le PRESAN s'est fixé comme objectif de promouvoir l'augmentation de la productivité, de la production, de la compétitivité et du commerce intériles des produits agricoles, halieutiques et d'élevage d'intérêt régional, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les îles de l'Océan Indien. Le Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN) de la COI a été formulé avec l'appui de la FAO et adopté en Conseil des Ministres de la COI le 26 février 2016.



Au centre le ministre Moustadroine Abdou

Pour le ministre, cet objectif s'inscrit dans la stratégie du Gouvernement de l'Union des Comores qui vise l'augmentation de la production agricole, en vue de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la malnutrition et la pauvreté, notamment en milieu rural.

C'est un programme cadre où s'insèreront plusieurs projets qui contribueront à l'atteinte d'objectifs communs aux pays membres de la COI. Il est conçu pour les producteurs, les consommateurs et le secteur privé et prévoit aussi des « facilités » qui peuvent être de natures technique, matérielle, règlementaire et/ou financière.

Au cours de cet atelier, la FAO a eu à présenter un certain de réalisations qui concourent à la réalisation des objectifs poursuivis par le PRESAN. Les animateurs ont pu partager avec les participants les divers projets en cours et ceux qui vont être mis en œuvre, en ayant à l'esprit que la stratégie du PRESAN repose sur la mise en œuvre de facilités, qui sont des instruments financiers, techniques et/ou réglementaires visant à inciter les acteurs publics et privés de la région et au delà à joindre les efforts pour l'atteinte des Objectifs de développement durable, dont l'objectif n°2 « Faim zéro ».

Mmagaza

La Gazette des Comores
Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Faïza Soule Youssouf
Binti Mhadjou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

Accelerating progress on Food Security and Nutrition in Small Island Developing States



Brussels 17 July 2019/ACP: Presentation by Dr. Patrick Gomes Secretary General of the ACP Group of States at the **FAO High Level side-event on "Accelerating Progress on the SDGs through the Implementation of the Global Action Programme (GAP) on Food Security and Nutrition in Small Island Developing States (SIDS)"** during the High level Political Forum of the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC) on 15 July 2019, New York.

Your Excellency, Ms Lois Young, Permanent Representative of Belize to the United Nations

Excellency Mr. Tommy Remengesau Jr., President of the Republic of Palau

Excellency Ms Inga Rhonda King, President of the United Nations Economic and Social Council (ECOSOC)

Mr. José Graziano da Silva – Director General of the Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO)

Distinguished guests

Ladies and Gentlemen,

The African Caribbean and Pacific (ACP) Group of States is proud of the substantial engagement we have had with the FAO in the implementation

of the Small Island Developing States Accelerated Modalities of Action (SAMOA) Pathway.

The Pathway logically, is a natural arena of engagement by the ACP Group on Agenda 2030 given the number of SIDS that account for a significant proportion of the membership.

Thirty-one of the 79 members of the ACP are drawn from the Caribbean and Pacific regions that we serve. In addition, six Island States of Africa bring us into the extensive space of the Atlantic and Indian Oceans. The ACP has an approach that is comprehensive and coherent, linking SDGs 1, 2, 3, and 5 to SDG14 for conservation and sustainable use of oceans, seas and marine resources. At the heart of which is a contribution to the Blue Economy. These activities are coherent with the overwhelming goal of SDG 13 on climate action.

In this comprehensive approach of the ACP linkages between food and nutrition, and Oceans – seas and marine resources have enormous potential for economic, social and cultural development, while taking into account the environmental aspects to ensure development that is equitable and sustainable.

Our efforts to contribute to "accelerating progress on SIDS through the Global Action Programme (GAP) on Food Security and Nutrition" have taken place at three levels - global, multilateral and trans-regional through the implementation of programmes co-managed with the European Development Fund (EDF) and primarily in collaboration with the FAO.

ACP-FAO Cooperation and strategic policy dialogue.

Some significant FAO-ACP activities have been undertaken with ACP countries, including SIDS, at the multi-lateral level and I would briefly refer to these.

• **The ACP Forum on Small Island Developing States with 35 Million Euros.**

Since 2015, the ACP Forum on Small Island Developing States is implementing a "Support Programme for ACP SIDS and Coastal Countries" that addresses three areas, including:

• Result 1: Capacity-building;

• Result 2: Support to local efforts to assess, conserve, protect, manage and sustainably use marine and terrestrial biodiversity; and

• Result 3: Developing and strengthening partnerships for environmental sustainability.

The total indicative budget for the programme is €35M from the 11th EDF Intra-ACP envelope and will be implemented over a period of six years.

The Programme will be implemented using ACP regional organizations including the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) in the Pacific region.

In the Caribbean region, the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) will work closely with institutions such as universities, marine research institutes, NGOs, national institutions, local communities and other regional organizations to implement the Programme.

In the South-East African region, the University of Mauritius, and the Indian Ocean Commission (IOC) will be responsible for implementing the Programme.

Result 3 requires a coordination function through the establishment of a Brussels-based Programme Management Unit (PMU).

Pour en savoir plus :

https://www.indepthnews.net/index.php/global-governance/acp-group-of-states/2840-intensified-efforts-to-ensure-food-security-and-nutrition-in-small-island-developing-states

Une délégation de l'océan Indien sur le numérique en visite au Kenya



A l'initiative de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien et des organisations membres qui représentent 200.000 entreprises des îles des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de la Réunion et des Seychelles, une délégation de responsables d'entreprises et d'organisations professionnelles de la filière numérique de l'océan Indien sera présente du 17 au 21 juillet 2019 à Nairobi, la capitale kenyane. Nous publions ci-dessous le communiqué de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI).

A l'initiative de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien et des organisations membres qui représentent 200.000 entreprises des îles des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de la Réunion et des Seychelles, une délégation de responsables d'entreprises et d'organisations professionnelles de la filière numérique de l'océan Indien sera présente du 17 au 21 juillet 2019 à Nairobi, la capitale kenyane. Nous publions ci-dessous le communiqué de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI).

Veille et recherche de partenariats sont au programme des rencontres organisées pour les responsables d'entreprises et d'organisations professionnelles de la filière numérique de l'océan Indien, présents du 17 au 21 juillet dans la capitale kenyane, afin de se connecter avec les

principaux acteurs de la Silicon Savanah et participer à la Foire internationale Source 21 du COMESA.

Le rendez-vous de Nairobi fera sûrement date dans l'histoire des relations économiques entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien. A quelques heures du cinquantième anniversaire de l'alunissage du module spatial Apollo XI, les propos de l'astronaute Neil Armstrong inspirent pour décrire la présence dans la capitale kenyane, du 17 au 21 juillet 2019, d'une délégation représentant les acteurs du secteur des technologies de l'information et de la communication des territoires des Comores, de Madagascar, Maurice, Mayotte, la Réunion et des Seychelles.

Sans sous-estimer les activités des membres de cette délégation, elles constituent en effet un petit pas pour eux mais un bond de géant pour la coopération régionale dans l'Indianocéanie.

Dans sa dimension économique, l'ensemble régional indianocéanique n'a en effet jamais été représenté auparavant sous une seule bannière, comme il l'est cette semaine lors de la Foire internationale Source 21, le grand rendez-vous régional des affaires qu'initie le Conseil économique du Marché Commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et lors de rencontres planifiées sur le terrain avec des acteurs de l'écosystème numérique de Nairobi, aussi connu sous le nom, du fait de son dynamisme, de Silicon Savannah.

A la hauteur de cette première, le programme de la mission, mise en place par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien (UCCIOI), avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), a pour objet la découverte du cluster kenyan, de son environnement des affaires, avec BDO East Africa Kenya, de ces incubateurs et ces accélérateurs de startups, comme Nailab et iLabAfrica, de ces centres formation, de ces nouveaux pionniers, comme Safiri Express, et des anciens devenus géants, comme Gearbox, qui y cohabitent, innovant ensemble, dans des espaces communs comme iHub ou Nairobi Garage, au bénéfice du développement économique du pays et de ses voisins d'Afrique de l'Est.

Les responsables d'entreprises et de groupements professionnels de la filière régionale numérique participant à cette mission ont plusieurs objectifs ambitieux. Ils visent à développer des réseaux intrarégionaux et internationaux, à lever les freins liés à la méconnaissance des marchés africains, à identifier des opportunités d'affaires et à capitaliser sur l'expérience de la prospection collective.

Après des visites des principaux lieux de l'innovation, des séances de réseautage sont prévues avec le concours sur place des réseaux METTA et Women in Tech, de la French Kenyan Chamber of Commerce, de la French Tech Kenya et de l'Economic Development Board de Maurice. D'autres rencontres B2B sont attendues durant la foire régionale organisée par le Conseil économique du COMESA, Source 21. L'événement ayant pour thème cette année "

La marque de la qualité ", accueille diverses conférences avec des acteurs des secteurs public et privé de premier plan, devant s'exprimer notamment sur les opportunités du numérique et du commerce entre les économies africaines. De quoi nourrir les stratégies et les plans d'action mis en oeuvre par l'UCCIOI depuis son dernier Forum économique dédié à la coopération entre les économies de l'océan Indien et du continent africain.

C'est aussi une façon de consolider le cluster numérique activé depuis le début de l'année par l'organisation régionale de référence qui, pour faciliter le développement durable de ce secteur comme d'autres filières, entretient un dialogue soutenu avec les pouvoirs publics locaux et régionaux, au nom des 200.000 entreprises membres de diverses associations professionnelles et des Chambres de commerce et d'Industrie des îles de la région qu'elle représente.

FIA 2019 : la troisième édition confirmée

PAR SOLOFONJATOVO RANAIVO



L'événement verra la participation des états généraux de l'agriculture, l'agroalimetaire et de l'agrobusiness. - Agence Première Ligne

Véritables états généraux des acteurs de l'agriculture et une vitrine multisectorielle du secteur, la troisième édition de la Foire Internationale de l'Agriculture - Agribusiness – Agroalimentaire (plus communément connu sous l'acronyme de FIA) se tiendra cette année 12 au 15 septembre à Antananarivo. Pour cette année, en plus de l'objectif d'encourager la multiplication des petites et moyennes industries de transformation agroalimentaire, les organisateurs ont choisi de mettre en exergue des pistes novatrices telles que l'agritourisme, le machinisme agricole, les cultures biologiques ainsi que la redynamisation de la riziculture pour que Madagascar redevienne le grenier alimentaire de l'Océan Indien. L'économie bleue sera aussi un des points focaux de cet événement d'envergure, non seulement régionale mais internationale. En effet, avec une zone exclusive économique de près d'1.140.000 km² de périmètre marin autour de son territoire, Madagascar a de grands potentiels qui n'attendent qu'à être exploités en la matière.

Tourisme

Maurice sauve la mise pour la basse saison

APRÈS un début d'année difficile, le tourisme retrouve des couleurs. En juin, le pays a accueilli 92 398 visiteurs contre 8 053 lors de la période correspondante en 2018. Soit une croissance de 9,5 %. Concernant la performance semestrielle, là encore, l'on note une embellie. De janvier à juin, l'on dénombrait 650 082 touristes contre 646 865 au premier semestre de 2017. Ce qui représente une progression sensible de 0,5 %.

En pleine basse saison, Maurice sauve la mise. Selon Arvind Bundhun, directeur de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA), la performance pour le mois de juin constitue une bouffée d'oxygène. «*Nous avons prévu depuis l'année dernière que les premiers mois de 2019 seraient difficiles. Toutefois, nous avons poursuivi nos campagnes sur plusieurs marchés et cela a été payant*», fait-il ressortir.



En juin, la France, qui est notre principal marché, a enregistré une croissance de 20 %, avec 11 721 arrivées contre 9 695 en juin 2018. Alors que sur le marché réunionnais, il y a eu 6 737 visiteurs, soit une hausse de 10,7 %. Selon la MTPA, ces touristes sont principalement composés de vacanciers et d'hommes d'affaires. Ses efforts sur le plan du marketing commencent à porter leurs fruits. «*Nous avons maintenu notre visibilité sur ces marchés avec des campagnes digitales. L'Office du tourisme a également travaillé de concert avec de gros tour-opérateurs et des compagnies d'aviation*», précise Arvind Bundhun.

Cette bonne dynamique se reflète dans la performance des hôteliers. Ainsi, du côté de Sun Resorts, le taux de remplissage de tous les hôtels est au-dessus de la moyenne sauf pour Sugar Beach qui est en rénovation. Sandrine Petit, Head of Marketing, PR and Communication du groupe, souligne que «*nous avons enregistré une certaine progression sur certains marchés d'Europe, notamment de la France avec 20 % et l'Allemagne avec 28 % par rapport à juin 2018. La principale cause reste les tarifs de basse saison*».

Il faut dire que la MTPA travaille sur la basse saison depuis février dernier. Elle a misé sur des campagnes de promotion comme Ile Maurice en vacances à La Réunion ou encore Colours of Mauritius sur le marché britannique.

En revanche, les marchés chinois et indien sont toujours en perte de vitesse. Ainsi, 9 842 Indiens ont fait le déplacement à Maurice le mois dernier contre 11 896 en juin 2018. Alors que sur le marché chinois, il y a eu 2 248 arrivées en moins. Au niveau de la MTPA, on espère que les mesures annoncées dans le Budget permettront de redresser ces deux marchés.

Fabrice LARÉTIF